

L'économie mondiale dans l'expectative



Article rédigé par *Breizh-Info*, le 14 avril 2023

Source [Breizh-Info] : Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international s'est récemment exprimée[1] sur l'état de l'économie mondiale et les solutions à lui apporter pour en améliorer la performance. Elle s'inquiète à juste titre de l'inflation, de l'endettement et de l'inégalité qui fragilisent les économies nationales. Malheureusement, les solutions qu'elle préconise sont mutuellement exclusives et sont donc inapplicables. La raison en tient à l'abstraction qu'elle fait des causes qui expliquent l'état de l'économie aujourd'hui. Nous nous y arrêtons un instant avant d'examiner ses propositions, et conclure que l'économie mondiale est proche d'une crise majeure.

L'état de l'économie est la conséquence des remèdes apportés à la crise financière, dite des subprimes, de 2008. En un mot, au lieu de pénaliser les banques pour leur manquement à leur devoir fiduciaire, les gouvernements – Washington en tête – les ont soutenues au travers de déficits abyssaux (9,9% et 9,4% du produit intérieur brut américain en 2009 et 2010) et la fourniture d'abondantes liquidités qui en relevant la valeur des titres en bourse – les ont sauvées de la faillite. Les montants fournis par la Réserve fédérale dépassent l'entendement : 16.100 milliards de dollars de 2008 à 2010, selon le Government Accountability Office[2], équivalent de notre Cour des comptes. Ce chiffre correspond au produit intérieur brut de 2012 – c'est-à-dire à la richesse produite aux Etats-Unis cette année-là. Il en a résulté un endettement exceptionnel des états – la dette publique américaine excède son niveau de 1945 – mais aussi une inégalité croissante des revenus et des patrimoines – les « sans-grade » payant les malversations de leurs banquiers. Pas étonnant que Kristalina Georgieva – et quelques autres – s'inquiètent de ce que l'avenir nous réserve. Que préconise-t-elle ? Elle émet trois priorités : éliminer l'inflation et l'instabilité financière, améliorer les perspectives de croissance, et promouvoir la solidarité.

Pour atteindre le premier objectif (éliminer l'inflation), les banques centrales doivent réduire les liquidités dans l'économie ce qu'elles ont commencé à faire – les Etats-Unis en tête. Depuis le 17 mars 2022, la Réserve fédérale relève son taux directeur, le portant de 0,25% à 5,00% aujourd'hui. La Banque d'Angleterre et la Banque centrale européenne suivent la même politique. Le Japon fait exception en maintenant son taux à son niveau de 2009 (0,30%). En revanche, restaurer la stabilité financière pose problème. Récemment, trois banques[3] aux Etats-Unis ont fait faillite. Ces banqueroutes tiennent tout à la fois de l'incompétence des dirigeants et de la politique de la Réserve fédérale qui, en relevant ses taux, a diminué la valeur de leurs actifs en portefeuille. Elles ont été rapidement liquidées ou rachetées. Le problème serait résolu si cette même incompétence et cette même politique ne frappait pas l'ensemble du secteur, et plus particulièrement les banques dites « systémiques », [4] c'est-à-dire celles capables de faire basculer tout le secteur bancaire dans l'insolvabilité. Le montant des pertes comptables – c'est-à-dire des pertes non-réalisées mais néanmoins réelles – est de 690 milliards de dollars, selon Martin Gruenberg[5], directeur du Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC)[6] ce qui pourrait provoquer l'effondrement du secteur bancaire. Si une telle éventualité se présentait, la Réserve fédérale devrait injecter des liquidités dans l'économie – c'est ce qu'elle fit initialement pour soutenir les trois banques défaillantes. Ainsi donc, le premier objectif de la directrice générale du Fonds monétaire international pour consolider l'économie mondiale fait-il face à une contradiction : réduction des liquidités, d'un côté, et augmentation de l'autre.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

14/04/2023 01:00